



Les Amis
de la
Terre

ausgestrahlt
gemeinsam gegen atomenergie

BUND
FRIENDS OF THE EARTH GERMANY

Bund für
Umwelt und
Naturschutz
Deutschland



Umweltinstitut
München e.V.



Au ministres allemands responsables de la commission nucléaire belgo-allemande :

Madame la Ministre fédérale Svenja Schulze, Ministre fédérale de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire,

Monsieur Armin Laschet, Premier ministre, représentant le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie,

Madame Malu Dreyer, Première ministre, représentant le Land de Rhénanie-Palatinat.

Lettre ouverte

En finir avec la politique de façade :
prenons immédiatement des mesures efficaces pour
réduire le danger des centrales nucléaires belges !

Amsterdam, Bruxelles, Liège, Gand, Berlin, Hamburg, München, le 11 juin 2018

Mesdames et Monsieur les Ministres,

Nous profitons de la deuxième réunion de travail de la commission nucléaire belgo-allemande du 13 au 14 juin 2018 pour vous lancer un appel urgent :

Le risque de sécurité lié aux centrales nucléaires belges de Tihange et de Doel est immense. En tant que représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements des Länder, vous avez le devoir d'assumer la responsabilité de protéger la population allemande et européenne contre les risques liés à l'énergie nucléaire. Prenez dès maintenant les mesures nécessaires pour empêcher ou au moins entraver de manière significative la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires de Tihange et Doel !

Nous sommes particulièrement préoccupés par les faiblesses des trois réacteurs nucléaires belges suivants :

- Les cuves des réacteurs Tihange 2 et Doel 3 présentent des milliers de fissures. Des experts nucléaires indépendants arrivent à la conclusion qu'un accident nucléaire grave n'est « de fait pas à exclure »(1). Selon l'évaluation de Wolfgang Renneberg, chef du département de la sécurité des réacteurs au ministère fédéral de l'Environnement de 1998 à 2009, la poursuite de l'exploitation de Tihange 2 et Doel 3, malgré les fissures, est illégale depuis 2015 au plus tard(2).
- Plus récemment, en avril de cette année, l'exploitant de la centrale nucléaire a signalé une fuite dans le circuit primaire du réacteur Doel 1 – un événement qui, selon Willy De Roovere, directeur de l'AFCN (Agence fédérale de contrôle nucléaire) de 2006 à fin 2012, n'a jamais eu lieu auparavant et ne doit pas se produire(3).

Nous sommes aussi très surpris de la manière dont les exploitants des centrales nucléaires belges et l'AFCN agissent :

- Ce n'est qu'au bout d'une semaine que le public belge a appris l'incident susmentionné du réacteur Doel 1, et il n'est pas certain que les pays voisins aient été informés. Une telle politique d'information non transparente n'est pas adaptée à l'établissement d'une confiance transfrontalière.
- Nous sommes préoccupés par le manque de culture de sûreté en Belgique. Jusqu'à récemment, c'était un ancien directeur de la centrale nucléaire de Doel qui était le directeur de l'AFCN – un conflit d'intérêt ne pouvait être exclu. Un djihadiste belge a travaillé pendant trois ans comme technicien dans la zone de haute sécurité de la centrale nucléaire de Doel avant de s'installer en Syrie en 2014. Dans ce contexte, le professeur Hans-Josef Allelein, expert en sûreté des réacteurs au Centre de recherche de Jülich, conclut qu'il est encore plus préoccupé par l'absence de culture de sûreté en Belgique que par les défauts techniques de la centrale nucléaire(4). Le traitement de l'incident de Doel 1 illustre ces préoccupations.

Bien que le gouvernement fédéral allemand et les gouvernements des Länder aient critiqué à plusieurs reprises le manque de sûreté des centrales nucléaires belges, la République fédérale continue de soutenir l'exploitation des centrales belges à bien des égards :

- Livraisons d'éléments combustibles en provenance d'Allemagne : bien que le gouvernement allemand ait décidé de fermer les centrales nucléaires allemandes, l'Allemagne continue d'être un lieu d'implantation de l'industrie nucléaire mondiale. Les usines nucléaires de Gronau en Westphalie et de

Lingen en Basse-Saxe sont exemptées de la sortie progressive du nucléaire allemand et disposent d'une licence d'exploitation illimitée. Ces usines alimentent les centrales nucléaires dans le monde entier en combustible - y compris les centrales nucléaires particulièrement problématiques en Belgique, en France (Fessenheim et Cattenom) et en Suisse (Beznau, une des plus vieilles centrales nucléaires du monde). En 2018, l'usine de Lingen a continué à approvisionner l'usine de Meiler en Belgique. Rien qu'entre le 18 mars et le 4 avril, elle a exporté cinq fois du combustible vers la centrale nucléaire de Doel. Dès qu'une extension de licence d'exportation ou une nouvelle licence est demandée, le gouvernement fédéral devrait statuer sur les exportations futures de combustible de Lingen vers la Belgique.

- Malgré les critiques du gouvernement allemand à l'égard de la sûreté des centrales nucléaires de Tihange et de Doel, elles sont une source de bénéfices pour le trésor allemand. Le gouvernement fédéral détient actuellement des actions de l'opérateur des centrales belges, Engie, pour une valeur de 21,5 millions d'euros, soit nettement plus que l'année précédente. En juillet 2017, la ministre fédérale de l'Environnement Hendricks, avait annoncé qu'elle ferait campagne pour que les actions soient vendues. Mais au lieu de cela, leur nombre a triplé entre-temps.

La poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires de Tihange et de Doel jusqu'en 2025, comme le prévoit actuellement l'État belge, est inacceptable, notamment en raison de leur vulnérabilité aux pannes. Le monde politique et la société civile doivent œuvrer avec véhémence en faveur d'une fermeture anticipée.

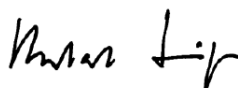
Pendant combien de temps les politiciens fédéraux et étatiques souhaitent-ils « évaluer » la situation des réacteurs belges et « examiner » les mesures possibles ? La situation est claire. De même, les options politiques. Il est temps que le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder prennent à l'unisson les mesures nécessaires pour enfin mettre fin à la participation de l'Allemagne à l'exploitation des centrales nucléaires dangereuses, soit :

1. la fermeture des usines nucléaires de Gronau (Westphalie) et de Lingen (Basse-Saxe), et par voie de conséquence,
2. l'arrêt des livraisons de combustibles de l'Allemagne pour les réacteurs de Tihange et Doel, et
3. la vente des actions d'Engie détenue par la République fédérale d'Allemagne.

Avec nos salutations les plus cordiales,



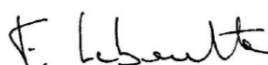
Jochen Stay
Sprecher von
.ausgestrahlt



Prof. Hubert Weiger
Vorsitzender
Bund für Umwelt und
Naturschutz Deutschland
(BUND) e.V.



Katrin Van den Troost
Climaxi/
Friends of the Earth Flanders



Francis Leboutte
Président de Fin du nucléaire
asbl, ingénieur civil



Benoit Coumont
Amis de la terre Belgique/
Friends of the Earth Wallonia-
Brussels



Fabian Holzheid
Vorstand
Umweltinstitut München e.V.



Peer de Rijk
Executive Director
Wise Nederland

1. « Selon les enquêtes disponibles, le risque de défaillance de la cuve du réacteur n'est pas pratiquement exclu. Un rejet de substances radioactives dû à un accident de rupture de la cuve du réacteur peut donc rendre des larges zones inhabitables, même loin au delà d'Aix-la-Chapelle ». Voir « Évaluation des risques nucléaires de la centrale nucléaire Tihange. Déclaration de la conférence INRAG du 13 avril 2018 ». <https://www.staedteregion-aachen.de/de/navigation/staedteregion/tihange-abschalten/inrag-konferenz/stellungnahme-der-inrag-zu-tihange/>
2. Conférence de Dr Wolfgang Renneberg à la conférence de l'INRAG du 13 au 14 avril 2018 à Aix-la-Chapelle : « Les décisions de l'AFCN d'un point de vue technique et procédural » https://www.staedteregion-aachen.de/fileadmin/user_upload/S_13/Files/Tihange_Expert_Conference/INRAG_Renneberg.pdf
3. Cf. <https://www.twitter.com/radio1be/status/991694403159904257>
4. WAZ du 1er février 2018 : Nouveau débat sur la sûreté des centrales nucléaires belges. <https://www.waz.de/politik/neue-sicherheitsdebatte-um-belgische-atomkraftwerke-id213293723.html>